

Léon Trotsky

Œuvres

Avril 1922

La grève dans l'État ouvrier	3
Un appel aux soldats et marins.	6
Les communistes et les paysans en France.....	7
Georges Valentinovitch Plekhanov.....	10
G. L. Tchoudnovsky.....	13
Le Front unique et le communisme en France	14

La grève dans l'État ouvrier

13 avril 1922

L'un des plus grands partis politiques de la Russie adoptait, il y a cinq ans, lors d'un de ses plus importants congrès, une résolution dans laquelle il était dit :

Le prolétariat russe, agissant dans un des pays les plus arriérés de l'Europe, au sein des masses d'une population petite-bourgeoise, ne peut s'assigner pour but la réalisation immédiate du socialisme.

Mais ce serait la plus grande faute et, pratiquement, un service à la bourgeoisie que de déduire de ce fait la nécessité pour la classe ouvrière de soutenir la classe bourgeoise ou de limiter son activité dans les cadres appropriés à la petite bourgeoisie; ou encore d'en déduire la nécessité pour le prolétariat de renoncer au rôle dirigeant qui lui incombe dans la propagande et l'accomplissement de diverses mesures pratiques immédiates, possibles, et constituant des pas vers le socialisme.

La nationalisation du sol est l'une de ces mesures. Sans sortir immédiatement des cadres de l'ordre bourgeois, elle atteindrait directement le droit de propriété privée, des moyens de production et renforcerait d'autant l'influence du prolétariat socialiste sur les demi-prolétaires de la campagne.

Le contrôle des banques par l'État, leur fusion en une banque centrale, le contrôle des Compagnies d'assurances et des grands syndicats capitalistes, ainsi que le passage progressif à une plus juste répartition des impôts sur le revenu et sur la propriété, doivent être d'autres mesures dans le même sens.

La vie économique est mûre pour leur accomplissement; elles sont indiscutablement possibles tout de suite : elles peuvent trouver l'appui politique des grandes masses paysannes qui en bénéficieraient sous tous les rapports !

Quel parti adoptait cette résolution ? Le nôtre, le parti bolchevik. Dans quel congrès ? A son importante conférence pan-russe de Pétrograd, les 24-29 avril 1917. Pour la première fois, au lendemain de la chute du tsarisme, notre parti se réunissait et précisait sa tactique en vue de la révolution sociale. Le texte de la motion citée avait été dans l'ensemble rédigé par Lénine. 140 voix contre 8 abstentions l'adoptèrent.

Il y a un an, on eût dit que ce document n'a plus qu'une valeur historique. Il a aujourd'hui recouvré une signification actuelle. On pourrait dire, avec quelques réserves précises, que notre parti revient maintenant à ses positions d'avril 1917, positions qu'il s'était choisies à une époque où il lui était possible de définir plus tranquillement sa tactique que pendant les années de guerre civile acharnée dont naquit le *communisme de guerre*.

Les militants qui prendront la peine d'approfondir la résolution citée comprendront que notre nouvelle orientation économique n'est, sous bien des rapports qu'un retour à l'ancienne ligne de conduite telle que nous l'avions définie il y a environ cinq ans. Et les questions qui se posent aujourd'hui à nous au sujet des syndicats ne leur apparaîtront plus inattendues.

La question syndicale, qui suscitait il y a un an de si chaudes discussions dans le Parti et y provoquait la formation de tendances, est aujourd'hui résolue à l'unanimité. C'est qu'il y a un an, le passage à la nouvelle — ou plutôt à la *vieille* — politique économique se préparait seulement. A la veille du X^e Congrès du Parti Communiste russe, la période de transition commençait. Le X^e Congrès siégea au moment le plus grave du revirement, pendant les événements de Cronstadt. Le Parti commençait seulement à prendre conscience de la nécessité de grands changements, mais ne se les représentait pas encore exactement.

Le X^e Congrès remplaça les réquisitions par l'impôt en nature. De cette décision capitale, tout le reste devait découler. Nous ne nous rendions pas encore compte alors de ses conséquences quant au rôle des syndicats. Mais si nous passons à l'impôt en nature, si nous admettons un certain retour au capitalisme, si nous concédons des entreprises, si nous encourageons l'initiative privée, il va de soi qu'il ne peut plus être question de l'étatisation rapide des syndicats et de la transmission de toute la direction de l'industrie aux syndicats. On le voit maintenant mieux qu'à l'époque du X^e Congrès.

La récente résolution du Comité Central du Parti modifie sur trois points essentiels le rôle des syndicats :

1. Leur participation à la vie économique est transformée;
2. De l'enregistrement obligatoire de tous les travailleurs par le syndicat, nous revenons au principe de l'adhésion volontaire;
3. Le syndicat redevient un organe de défense des travailleurs considérés comme vendant leur main-d'œuvre.

C'est cette dernière modification qui pose la question du droit de grève dans l'Etat prolétarien sur laquelle j'ai l'intention de m'arrêter.

Les syndicats sont loin de renoncer à toute participation à l'organisation de l'économie. Il faut le souligner, car nos récentes résolutions sont déjà déformées par certains camarades dans ce sens. Le camarade V. Yarotsky a écrit que « *la tâche essentielle des syndicats, tâche d'organisation économique, est à peu près entièrement éliminée* ».

C'est tout à fait inexact. « *Ecole du communisme d'une façon générale, les syndicats doivent plus particulièrement être pour les ouvriers d'abord et ensuite pour tous les travailleurs des écoles d'administration socialiste de la production.* » Ainsi s'exprime la résolution du Comité Central.

Nos syndicats doivent renoncer aux formes d'interventions dans l'organisation économique que l'expérience a condamnées. Comme le dit la résolution du Comité Central, ils doivent renoncer à « *l'intervention immédiate, improvisée,*

incompétente, irresponsable, dans la direction de l'industrie », mais ils doivent en même temps continuer assidûment leur participation au travail économique. La résolution du Comité Central précise de quelle façon.

Mais revenons à la grève.

La renaissance du capital privé et l'apparition du capital concessionnaire entraîne la formation d'un prolétariat travaillant non avec l'Etat ouvrier, mais pour des capitalistes. Il n'est déjà plus insignifiant. La commission économique provinciale de Moscou nous a donné sur le nombre d'ouvriers employés dans la capitale, par l'industrie privée, les chiffres suivants :

Travailleurs du bois, 2.000; bâtiment, 10.000; industrie chimique, 1.500; cuirs et peaux, 1.300; métallurgie, 2.000; industrie textile, 1.000; services d'alimentation, 3.000; alimentation, 7.000; vêtement, 1.000; livre, 1.500. Nous n'avons pas pu vérifier l'exactitude de ces chiffres; mais, tenant compte que les magasins loués à Moscou sont au nombre de 20.000 environ et qu'on y emploie 9.096 salariés, nous arrivons à un total de 50.000 personnes employées par l'industrie privée, si même nos premières données sont quelques peu exagérées. Cela, tandis que le Conseil économique de Moscou n'a encore concédé à l'industrie privée que 205 entreprises sur une liste totale de 542 entreprises destinées à l'être. A Pétrograd, la Commission économique provinciale nous donne les chiffres suivants des salariés employés par l'industrie privée :

Fabriques et usines	1880
Ateliers	3877
Petites entreprises	528
TOTAL	6285

Mais cette statistique est très incomplète, puisqu'elle comprend ni les travailleurs du bâtiment, ni les employés de commerce, ni quelques autres catégories de salariés. Il n'y en a pas moins de 10.000 à Pétrograd, dans l'industrie privée. Et si l'on considère l'affaiblissement numérique du prolétariat de cette ville, ce chiffre apparaît comme assez important. Il est d'ailleurs appelé à s'accroître, d'autant plus que le capital concessionnaire n'a pas encore fait son apparition parmi nous.

De toute évidence, les syndicats doivent prendre à cœur la défense des salariés travaillant pour l'industrie privée. Les intéressés ne souhaitant pas toujours en ce moment l'intervention du syndicat dans leurs affaires. Dans les conditions extrêmement dures de la période transitoire actuelle, le travail chez le capitaliste peut paraître parfois le meilleur. Mais ils se rendront compte avant peu que la protection de l'Etat ouvrier et du syndicat contre l'exploiteur leur est indispensable.

Pour défendre ces catégories de salariés, nos syndicats doivent reconstituer des caisses de grève et se préparer à des luttes nouvelles. Cela ne veut pas dire que nous aurons toujours recours, dans les concessions et les entreprises privées, à la grève. Au contraire, les syndicats agissant en régime des soviets avec le concours illimité de l'Etat, trouveront souvent bien d'autres moyens d'amener le concessionnaire et l'entrepreneur à satisfaire les revendications ouvrières.

*

**

Voilà qui est évident. Beaucoup plus difficile à résoudre est le problème de la grève dans les entreprises de l'Etat, dans les entreprises soviétistes. Nul n'ignore que, pendant nos quatre années de lutte, nous avons vu de ces grèves. Et tant que nous serons aussi pauvres, tant que nous souffrirons de la profonde misère causée par le blocus, par l'intervention étrangère, par le sabotage de certains techniciens, nous devrons nous attendre à des conflits dans l'industrie de l'Etat, au cours desquels la grève ne sera pas toujours évitable.

Lorsque se produisirent les premières grèves de ce genre contre l'Etat ouvrier, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires y virent le symptôme de la chute prochaine du régime des Soviets. Ils ne comprenaient pas les grèves auxquelles nous avions affaire avaient objectivement et subjectivement un caractère radicalement différent de celui des grèves sous l'ancien régime et sous le gouvernement de Kérensky. Nous ne voulons pas dire qu'elles aient toutes été innocentes et idylliques. Loin de là. Il leur est plus d'une fois arrivé d'avoir une teinte contre-révolutionnaire. Elles ont fait un mal inappréciable à notre vie économique et à l'Etat ouvrier. Mais il n'en est pas moins vrai qu'elles ne furent pas des *faits de lutte de classe*, mais plutôt des *querelles intestines* dans une classe. Quand la situation économique devenait à peu près intenable, quand le manque d'argent et la crise du combustible atteignaient plus particulièrement une catégorie d'ouvriers, celle-ci exprimait parfois sa protestation par la grève. La grève était extrêmement nuisible. Elles n'arrangeaient rien, elle n'améliorait certes pas la situation économique et financière, elle ne remédiait en rien à la crise du combustible. Elle montrait seulement le manque de conscience, d'organisation et de fermeté intérieure de quelques éléments ouvriers. Elle procurait le plus grand plaisir aux contre-révolutionnaires de toute espèce, prolongeait la guerre civile, accroissait le désarroi économique. Mais elle ne ressemblait en rien aux mouvements de classe qui ont jeté bas l'ancien régime. C'était comme on l'a dit, dans la résolution de notre Comité Central, « *des conflits entre des groupes isolés de la classe ouvrière et certaines institutions de l'Etat ouvrier* ».

Tels quels, ces conflits ont fait le plus grand mal à l'Etat ouvrier et, partant, à la classe ouvrière. Mais il était impossible de les prévenir.

Deux causes profondes les provoquaient :

1. Notre pauvreté, les ruines accumulées chez nous par l'impérialisme;
2. Les fautes graves de certaines institutions de l'Etat ouvrier atteintes de « *déformation bureaucratique* ».

Laquelle de ces deux causes fut la plus importante dans chaque cas défini, nous ne le saurions exactement connaître. En tout cas, la tâche de nos syndicats c'est de prévenir, par des interventions intelligentes, les grèves

provoquées par la « *déformation bureaucratique* » et, par des arrangements amiables, ainsi que par une aide cordiale apportée à nos organes économiques, celles que pourrait encore entraîner la pauvreté du pays.

Tâche difficile. Pour l'accomplir, il faut des militants vivant au sein des masses, avec les masses, de la vie des masses, sachant les comprendre, sachant apprécier, sans idéalisation superflue, leur degré de conscience et la puissance sur elle des anciens préjugés, sachant conquérir leur confiance et leur affection.

A l'époque du communisme de guerre, les dirigeants de nos syndicats n'avaient qu'une réponse à faire aux grévistes : « *Vous n'avez pas le droit de cesser le travail, ni d'exiger du syndicat qu'il défende vos intérêts de vendeurs de main-d'œuvre. L'Etat des Soviets est un Etat ouvrier. Dans un Etat ouvrier, point n'est besoin d'organes spéciaux pour défendre l'intérêt de l'ouvrier* ». Au fond, cette réponse était juste et le reste. Mais elle devient bientôt une déplorable formule officielle, si les syndicats ne sont pas étroitement mêlés à la vie ouvrière et s'ils ne savent pas combattre efficacement la « *déformation bureaucratique* » de certains organes de l'Etat, s'ils ne savent pas prouver à l'ouvrier le plus arriéré que tout ce qui était possible dans son intérêt a été fait. Il y a en cette matière une limite difficile à saisir, mais qu'il faut savoir ne pas franchir. Si les syndicats ne vivent pas de la vie même des masses laborieuses, s'ils ne font pas leur possible pour améliorer sans cesse leur condition, la solution théorique de la question du droit de grève dans l'Etat ouvrier n'est plus qu'une néfaste formule produisant sur le travailleur un effet diamétralement opposé à l'effet voulu.

Nous savons tous combien nos ressources matérielles sont restreintes et combien il nous est difficile d'augmenter en ce moment les salaires réels des travailleurs employés par l'industrie d'Etat. Mais a-t-on fait tout ce qui était possible ? En ce qui concerne par exemple les conditions hygiéniques du travail dans notre industrie ? A-t-on fait tout ce que notre pauvreté actuelle nous permettrait de faire, ne fût-ce que pour les ouvriers des entreprises les plus importantes de l'Etat ? Non. Et mille fois non.

«Un des meilleurs moyens et des plus infaillibles d'apprécier la justesse et l'efficacité du travail des syndicats nous est fourni par les résultats de sa politique en vue d'éviter dans les entreprises de l'Etat les conflits collectifs, en se préoccupant en toute matière de l'intérêt des ouvriers et en éliminant à temps utile les causes de conflits.»

Ainsi s'exprime avec beaucoup de justesse la résolution du Comité Central. Si l'on peut dire que dans l'Etat bourgeois, le meilleur syndicat, le plus combatif, c'est précisément celui qui a soutenu le plus de luttes, il faut dire que, dans les usines de l'Etat ouvrier, la vérité est exactement contraire. Mais pour liquider les grèves, la politique de prévoyance, « *le souci de sauvegarder en toute matière l'intérêt des ouvriers* », doivent être substitués à tous les autres moyens parfois employés aux jours difficiles de la guerre civile.

L'Etat ouvrier traversant une période de transition telle que la nôtre, ne peut interdire, par une loi, la grève dans ses établissements industriels, bien qu'il soit évident aux yeux de tous les travailleurs conscients que cette grève soit nuisible, absurde et parfois contre-révolutionnaire. Mais l'Etat ouvrier ne peut pas non plus proclamer dans ses usines le droit de grève comme le voudraient, pour le plus grand avantage de la bourgeoisie, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks. Et ce n'est pas là une contradiction tactique. C'est une contradiction dans la vie même, dans la dure réalité d'une période de transition.

Plus l'Etat des Soviets se fortifiera, mieux nous relèverons notre vie économique, plus rapidement nous cicatriserons les blessures que nous ont faites la guerre et la contre-révolution, mieux nous éliminerons de notre vie sociale le menchevisme et le «socialisme révolutionnaire» de ceux qui, pendant des années, ont soutenu la réaction, mieux les syndicats réussiront à résoudre pacifiquement les conflits — et plus la classe ouvrière deviendra consciente et moindre sera la déformation bureaucratique de nos organes de l'Etat et plus vite disparaîtra cette contradiction.

Les nouvelles tâches assignées aux syndicats attribuent bien des droits à leurs militants. Mais aussi nous attendons beaucoup de leur travail. La campagne dont le plan est esquissé dans la résolution du Comité Central de notre Parti prendra des mois. Cette résolution, en effet, ne concerne pas seulement le mouvement syndical. Elle embrasse la situation de la classe ouvrière tout entière dans la période actuelle, en Russie des Soviets.

Nos syndicats doivent se transformer. Ils doivent renaître. Que le Parti soit prêt de son côté ! Une œuvre immense est à accomplir. Et les syndicats doivent à tout prix se mettre à la hauteur des grandes nécessités nouvelles.

Un appel aux soldats et marins.

14 avril 1922

L'incident Tchitchedrine-Barthou au sujet du désarmement et de la demande formulée par Lloyd George aux Russes pour retirer la proposition de désarmement général nous amène à la conclusion suivante :

La proposition de désarmer, faite par la délégation russe, indique que nous désirons sincèrement la paix et sommes prêt à désarmer à condition que les autres pays qui jusqu'ici luttèrent contre nous fassent de même.

Le refus des capitalistes de prendre notre proposition en considération signifie qu'ils ont l'intention de garder des armées formidables pour supprimer ou opprimer les faibles et les désarmer.

Soldats de l'armée rouge, matelots de la flotte rouge, nous souhaitons à notre délégation de Gênes, un complet succès dans leurs efforts pour obtenir la paix, nous espérons que les nations européennes forceront leurs dirigeants bourgeois à prendre en considération les demandes de paix formulées. Mais tant que les gouvernements bourgeois opposeront un refus catégorique à notre proposition de désarmement général, chacun de nous restera ferme, et l'arme au pied, à son poste.

Les communistes et les paysans en France.

22 avril 1922

Nos divergences avec les camarades français sur la question du Front Unique sont loin d'être épuisées. Au contraire, à en juger par certains articles de la presse du parti français, on a l'impression que la racine des divergences et des malentendus — du moins dans certains cercles du Parti — est plus profonde qu'il ne paraît à première vue. Nous avons devant nous l'article du camarade Renaud Jean publié dans *l'Humanité* du 6 avril. Le camarade Jean, un des membres les plus en vue du Parti, rapporteur de la question agraire au Congrès de Marseille se lance avec une énergie et une sincérité dont nous ne pouvons que nous féliciter contre le point de vue que nous avons défendu, mais qui lui semble faux. Dans le titre de l'article, il appelle la tactique du Front Unique une dangereuse maladresse. Dans le texte, il parle nettement de *catastrophe* comme résultat inévitable de cette tactique en France.

«Notre pays jouit depuis trois quarts de siècle du suffrage universel. La division en classe n'a pénétré que la conscience d'une insignifiante minorité... La France républicaine bourgeoise est la terre promise de la confusion.»

De ces faits parfaitement établis, le camarade Jean tire la conclusion à laquelle nous nous rallions complètement : « *Le Parti communiste doit être ici plus irréductible que nulle part ailleurs.* » Et c'est du point de vue cette irréductibilité que le camarade Jean dirige ses coups contre le Front Unique qui jusqu'à présent ne lui paraît rien moins qu'une combinaison de coalition entre les partis.

Nous pourrions dire, et nous le disons, qu'une semblable appréciation du plus profond problème de tactique prouve que le camarade Jean lui-même n'est pas encore affranchi des traditions purement parlementaire du socialisme français : là où pour nous se pose la question de la conquête des grandes masses, de la rupture du blocus bourgeois-coalitionniste autour de l'avant-garde de la classe ouvrière, le camarade Jean ne voit obstinément rien d'autre qu'une combinaison «rusée» qui, dans le meilleur des cas, ne pourrait donner que quelques sièges de plus au Parlement (!!!) au prix de la confusion et du trouble dans la conscience politique du prolétariat. Or — et en cela il a parfaitement raison — la France plus que tout autre pays a besoin de clarté, de netteté et de décision dans la pensée politique et le travail du Parti. Mais si le camarade Jean considère que le communisme français doit être le plus irréductible, pourquoi donc — avant de se raidir contre le Front Unique — ne se donne-t-il pas la peine de constater que le communisme français est à présent le moins intransigeant, le plus patient, le plus enclin à toute sortes de déviations ?

La gangrène démocratique

A la clarté et à la précision avec lesquelles le camarade Jean formule sa critique, nous répondrons aussi avec toute la précision et la clarté nécessaires. Dans aucun autre parti communiste on ne pourrait concevoir des articles, des déclarations et des discours contre la violence révolutionnaire dans le goût d'un humanitarisme fade et sentimental, des articles tels qu'on en trouve dans la presse du parti français. Si Renaud Jean parle avec beaucoup de raison de la «gangrène» de l'idéologie démocratique bourgeoise, il oublie cependant que la conséquence la plus pénible de cette gangrène dans la classe ouvrière consiste dans l'émoussement de l'instinct révolutionnaire et de la volonté de combat, dans la dissolution des tendances actives du prolétariat dans les perspectives démocratiques informes. La cuisine humanitaire de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen qui, comme on le sait, au moment le plus grave se traîne à plat ventre devant le militarisme français, que les prêches des végétariens politiques, moralistes tolstoïens, etc., etc., si différents, qu'il paraissent extérieurement de la politique officielle de la Troisième République, ne font en fin de compte que la servir et la compléter on peut mieux. L'agitation pacifiste abstraite et couverte de phraséologie socialiste est une arme excellente du régime bourgeois. Cela peut paraître paradoxal aux pacifistes sincères, mais c'est ainsi.

Il y a violence et violence

Ni Poincaré, ni Barthou ne sont troublés ni émerveillés par les airs pacifistes de Georges Pioch. Mais dans la conscience d'une partie des ouvriers, ces prêches trouvent un terrain tout préparé. L'hostilité contre le régime bourgeois et la violence militaire trouve dans les formules humanitaires une expression sincère mais stérile et se consume sans se décider à l'action. C'est en cela que consiste précisément la fonction sociale du pacifisme. C'est en Amérique que cela est apparu avec un clarté particulière, en Amérique et la clique de Bryan a exercé une influence énorme par les *farmers* précisément avec les mots d'ordre du pacifisme. Les socialistes du genre Hillquit¹ et autres sont imbéciles qui se croyaient très malins sont tombés complètement dans le piège du pacifisme petit-bourgeois et on facilité ainsi l'entrée de l'Amérique dans la guerre.

La tâche du parti communiste, c'est de susciter dans la classe ouvrière la volonté d'apprendre à distinguer la violence réactionnaire qui sert à retenir l'Histoire à une étape périmée et la violence révolutionnaire dont la mission est de nettoyer la voie historique des obstacles entassés par le passé. Celui qui ne veut pas distinguer ces deux aspects de la violence, ne *distingue pas entre les classes*, c'est-à-dire ignore l'Histoire vivante. Celui qui déclare contre tout militarisme toute violence et tous ses aspects, *celui-là soutient inévitablement la violence des dirigeants*, car cette violence est un fait établi, consolidé par les lois de l'Etat et par les mœurs. Pour supprimer ce fait, il faut une autre violence qui doit avant tout établir son droit dans la conscience des travailleurs eux-mêmes.

¹ Morris Hillquit : (1860-1933) : avocat, membre du parti socialiste américain en 1893 et leader de son aile modérée.

La dernière conférence du Comité Exécutif a fait ressortir une série d'autres manifestations dans la vie intérieure du parti français, qui prouvent que ce parti n'est nullement le plus intransigeant. Or, il doit vraiment l'être, le milieu politique l'exige absolument. Et sur une seule chose nous sommes d'accord avec le camarade Renaud Jean : c'est que l'application des méthodes du Front Unique exige clarté et précision complète de la conscience politique du Parti, et rigueur de ses organisations et perfection de sa discipline.

Communisme et paysannerie

Plus loin, le camarade Jean dit que dans la liste des revendications énoncées comme plate-forme du Front Unique (lutte contre les impôts sur les salaires, défense de la journée de 8 heures, etc.). Il n'en trouve aucune qui pourrait directement intéresser «la bonne moitié des travailleurs de France, justement les paysans». Qu'est-ce que pour la journée de 8 heures, qu'est-ce que l'impôt sur les salaires ?

Cet argument du camarade Jean nous semble dangereux au plus haut point. La question des petits paysans présente pour la révolution française incontestablement une importance énorme. Notre Parti français a fait un grand progrès en rédigeant son programme agraire, en mettant à l'ordre du jour de ses travaux la conquête des masses paysannes. Mais il serait au plus haut degré dangereux et simplement mortel de dissoudre bonnement le prolétariat français dans la notion des «travailleurs» ou des «ouvriers» comme une moitié dans le tout. Nous n'avons conquis non seulement par nos organisations, mais même politiquement, que la minorité de la classe ouvrière française. La révolution ne sera possible que lorsque nous aurons politiquement la majorité. Seulement la majorité de la classe ouvrière française réunie sous le drapeau de la révolution peut entraîner et conduire la masse des petits paysans français. La question du Front Unique ouvrier en France est une question fondamentale : sans la solution de cette question le travail parmi les paysans, si couronné de succès qu'il soit, ne nous rapproche pas de la révolution.

La propagande parmi les paysans et un bon programme agraire sont des facteurs très importants de succès, mais les paysans sont réalistes et sceptiques, il ne croient pas aux paroles, surtout en France, où on les a tant trompés. Le paysan français à la campagne ou dans les casernes n'ira pas à une lutte sérieuse avec des mots d'ordre de programme. Il ne se risquera sérieusement que lorsqu'il verra que les conditions sont telles qu'elles assurent le succès ou tout au moins le rendent extrêmement vraisemblable. Il doit voir devant lui la force lui inspirant la confiance par sa masse et sa discipline. Si elle était éparpillée sur la ligne politique et syndicale, la classe ouvrière ne saurait représenter cette force aux yeux du paysan. Une condition préliminaire de la révolution triomphante en France, c'est l'attraction d'une partie aussi grande que possible des paysans vers la classe ouvrière.

Or, la condition préalable de cette attraction, c'est la réunion de l'écrasante majorité de la classe ouvrière française sous le drapeau de la révolution. Il faut conquérir les ouvriers qui marchent aujourd'hui avec Jouhaux et Longuet. Ne dites pas qu'ils sont peu nombreux. Il va sans dire que le nombre des partisans actifs de Longuet, Blum et Jouhaux, des partisans dévoués, c'est-à-dire qui seraient prêts à risquer leur tête pour leur programme, ce nombre est insignifiant; mais le nombre de gens passifs, obscurs, inertes, paresseux de corps et de pensée est encore très grand. Ils se tiennent à l'écart, mais si les événements venaient à les toucher, ils se placeraient dans la situation actuelle plutôt sous le drapeau des Jouhaux-Longuet que sous le nôtre. Car Jouhaux-Longuet reflètent et exploitent la passivité, l'obscurité et l'état rétrograde de la classe ouvrière.

Conception inexacte

Et le camarade Jean, dirigeant du travail du Parti parmi les paysans, répartit proportionnellement par moitié son attention entre le prolétariat et les paysans, cela est triste, mais explicable et moins dangereux, car le Parti, dans son ensemble, saura le corriger. Mais si le Parti lui-même se plaçait au même point de vue en traitant le prolétariat simplement comme «moitié» des travailleurs, cela déterminerait des conséquences vraiment fatales, car le caractère révolutionnaire et de classe du Parti se dissoudrait dans un amorphe *Parti des travailleurs*. Ce danger apparaît plus clairement lorsqu'on suit le cours de la pensée du camarade Jean. Il renonce nettement à des tâches de lutte qui n'embrassent pas tous les travailleurs ou comme il s'exprime : « *qui n'incluent pas des revendications communes aux deux grandes parties du prolétariat (!)* ». Ici, il faut comprendre par «prolétariat» non seulement le prolétariat, mais aussi les paysans. Abus extrêmement dangereux de terminologie aboutissant politiquement au contrôle des paysans sur les revendications du prolétariat (conservation de la journée des huit heures, maintien des salaires, etc.) !

Le paysan est un petit-bourgeois qui se rapproche plus ou moins du prolétariat et qui, dans certaines conditions, peut être plus ou moins solidement conquis par le prolétariat à la cause de la révolution. Mais assimiler la petite bourgeoisie agraire au prolétariat et réduire les revendications du prolétariat au point de vue du petit paysan, *c'est renoncer à la base effective de classe du Parti* et semer ainsi cette même confusion à laquelle la France parlementaire-paysanne présente un terrain extrêmement favorable.

La plate-forme de l'antimilitarisme

Si, comme nous l'avons entendu, la journée de huit heures ne peut devenir en France un mot d'ordre du Front Unique parce que cette revendication n'intéresse par le paysan, alors la lutte contre le militarisme apparaît du point de vue de Jean le véritable programme révolutionnaire pour la France. Il ne saurait y avoir le moindre doute que le petit paysan français dupé par la guerre, n'a que de la haine pour le militarisme et résonne sympathiquement aux discours antimilitaristes. Il va sans dire que nous devons démasquer impitoyablement le militarisme impérialiste tant à la ville qu'à la campagne. La leçon de la guerre doit être utilisée jusqu'au bout. Il serait cependant extrêmement risqué pour le Parti de se faire des illusions quand à la mesure dans laquelle l'antimilitarisme paysans peut prendre une importance

révolutionnaire *intrinsèque*. Le paysan ne veut pas donner son fils à la caserne, le paysan ne veut pas payer d'impôts pour le maintien de l'armée; il applaudit sincèrement l'orateur qui parle contre le militarisme (et même contre «*tous les militarismes*»). Cependant, l'opposition paysanne contre l'armée a un revers qui n'est pas révolutionnaire, mais seulement pacifiste et de boycottage. Fiches-moi la paix ! Voilà son programme. Cet état d'esprit peut créer une atmosphère favorable à la révolution, mais il ne peut pas déterminer la révolution ni même assurer son succès.

Le pacifisme sentimental dans le genre de Pioch reflète l'attitude du paysan, mais non celle des prolétaires à l'égard de l'Etat et du militarisme. Le prolétariat organisé et conscient se trouvant devant un Etat armé jusqu'au dents se demande comment lui, prolétariat, il doit s'organiser et s'armer pour renverser et ruiner la violence bourgeoise au moyen de sa propre dictature. Le paysan isolé ne va pas si loin; il est simplement *contre le militarisme*, il le hait, il est disposé à lui tourner le dos : fichez-moi la paix, laissez-moi tranquille avec tous vos militarismes ! Telle est la psychologie du paysan mécontent dans l'opposition, de l'intellectuel ou du petit-bourgeois de la ville. Il serait insensé de ne pas exploiter cet état d'esprit de nos alliés éventuels petits-bourgeois et demi-prolétaires, mais *il serait criminel de transférer cet état d'esprit dans le prolétariat et dans notre propre Parti*.

Les social-patriotes se sont rendus difficile l'accès auprès du paysan par leur patriotisme. Nous devons profiter de toutes façons de cet avantage, mais cela ne nous donne en aucun cas le droit de faire passer au second plan le prolétariat même si nous risquons de susciter temporairement un malentendu avec nos amis paysans. Le petit paysan doit suivre le prolétariat tel qu'il est. Le prolétariat ne saurait se faire paysan. Si le Parti Communiste, en contournant les revendications vitales de classe du prolétariat, suivait la ligne de la moindre résistance en faisant passer au premier plan l'antimilitarisme pacifiste, il risquerait de tromper le paysan et les ouvriers et de se tromper lui-même.

En France comme partout, nous avons besoin avant tout de l'unité du front dans le prolétariat même. Le paysan français ne deviendra pas prolétaire parce que le camarade Jean se permet d'abuser de la terminologie sociale. Mais le besoin même d'un tel abus est un symptôme dangereux. Une telle politique ne peut que semer la plus grande confusion. Or le communisme français, plus que tout autre, a besoin de clarté, de précision et d'intransigeance. En cela, en tout cas, nous sommes d'accord avec notre contradicteur français.

Georges Valentinovitch Plekhanov

24 avril 1922

La guerre a fait le bilan de toute une époque du mouvement socialiste; elle a jugé et pesé les chefs de cette époque. Parmi ceux qu'elle a liquidé sans pitié, se trouve G.V. Plekhanov. C'était un grand homme. Il est attristant de penser que toute la jeune génération actuelle du prolétariat qui a rejoint le mouvement depuis 1914 ne connaît Plekhanov que comme protecteur des Alexinsky², collaborateur des Avksentiev³ et de pensée presque parallèle à celle de la trop célèbre Breshkovskaya⁴. Cela revient à dire qu'ils ne connaissent de Plekhanov que l'homme de l'époque de déclin « patriotique ». Mais c'était véritablement un grand homme et une grande figure de l'histoire de la pensée sociale russe.

Plekhanov n'a pas inventé la théorie du matérialisme historique; il ne l'a pas non plus enrichie de nouveaux résultats scientifiques. Mais il l'a introduite dans la vie de la Russie, et c'est là une réussite d'une grande signification.

Il était nécessaire de dépasser les préjugés révolutionnaires nationaux de l'intelligentsia russe, dans lesquels s'exprimait une arrogance d'arriérés. Plekhanov « nationalisa » la théorie marxiste, et par là, « dénationalisa » la pensée révolutionnaire russe. A travers Plekhanov, elle commença à parler pour la première fois le langage de la véritable science : elle établit son lien idéologique avec le mouvement ouvrier mondial et ouvrit de véritables perspectives et possibilités pour la révolution russe en lui trouvant un fondement dans la loi objective du développement économique.

Plekhanov n'a pas inventé la dialectique matérialiste, mais il fut son défenseur convaincu, passionné et brillant en Russie depuis le début des années 80. Ceci exigeait la plus grande pénétration, une vision historique large et une pensée noble et courageuse. Chez Plekhanov, ces qualités étaient mêlées à une brillante expression et à un esprit doué. Le premier défenseur russe du marxisme maniait merveilleusement bien l'épée. Combien de blessures a-t-il données ! Certaines étaient fatales, comme celles qu'il infligea à Mikhailovsky, le talentueux épigone du narodnikisme. Afin d'apprécier la force de la pensée de Plekhanov, il faut comprendre combien était tendue cette atmosphère de préjugés narodnikistes, subjectivistes, idéalistes, qui dominaient dans les cercles radicaux de la Russie et de l'émigration russe. Et ces cercles représentaient la force la plus révolutionnaire qui surgit de Russie dans la deuxième partie du XIX^e siècle.

Le développement de la conscience de l'actuelle jeunesse travailleuse avancée emprunte (heureusement) des chemins tout autres. Le plus grand soulèvement social dans l'histoire se situe entre nous et l'époque où eut lieu le duel Beltov-Mikhailovsky. (Sous le pseudonyme de Beltov, Plekhanov arriva à faire passer, malgré la censure tsariste, son pamphlet brillant et triomphal, (« *Sur la question du développement de la vision moniste de l'histoire* ».) C'est pourquoi la forme des meilleures œuvres polémiques de Plekhanov, c'est-à-dire précisément les plus brillantes, ont vieilli, comme a vieilli la forme de l'*Anti-Durhing* » d'Engels. Pour un jeune travailleur qui réfléchit, le point de vue de Plekhanov est infiniment plus compréhensible et plus près de lui que les points de vue qu'il détruisit. En conséquence, il faut au jeune lecteur plus d'attention et d'imagination pour reconstruire dans son esprit et des subjectivistes qu'il ne lui en faut pour apprécier la force et la justesse des coups de Plekhanov. C'est pourquoi ses livres ne peuvent avoir aujourd'hui une très grande diffusion. Mais le jeune marxiste qui a la possibilité de travailler régulièrement à l'élargissement et à l'approfondissement de sa vision du monde, se tournera inévitablement vers la source originale de la pensée marxiste en Russie — vers Plekhanov. Pour cela, il sera chaque fois nécessaire de se remettre rétrospectivement dans l'atmosphère idéologique du mouvement radical russe des années 60 aux années 90. Ce n'est pas une tâche facile, mais en échange, la récompense sera un élargissement des horizons théoriques et politiques, et le plaisir esthétique que donne l'effort couronné de succès vers la pensée claire dans la lutte contre le préjugé, la stagnation et la bêtise.

Malgré la grande influence qu'exercèrent les maîtres de la littérature française sur Plekhanov, il resta tout entier un représentant de la vieille école des publicistes russes (Bielinsky), Herzen, Tchernytchevsky. Il aimait écrire longuement, et n'hésitait jamais à faire des digressions ni à amuser le lecteur avec un trait d'esprit, une citation, encore une histoire spirituelle... A notre époque soviétique, qui coupe en morceaux les mots trop longs et puis comprime les parties de plusieurs mots en un seul, le style de Plekhanov semble être passé de mode. Mais il reflète toute une époque et, à sa manière, reste magnifique. Il bénéficie de l'influence française en ce qui concerne la justesse de la formulation et la lucidité de l'exposition.

A son avantage et à son désavantage, Plekhanov, comme orateur, se distinguait par les mêmes qualités qu'il possédait en tant qu'écrivain. Quand on lit des livres de Jaurès, même ses œuvres historiques, on a l'impression de lire le discours d'un orateur. Avec Plekhanov, c'était juste le contraire. Dans ses discours, on entend parler l'écrivain. La littérature oratoire aussi bien que le discours littéraire peuvent atteindre à de très grandes réussites. Mais malgré tout, la littérature et le discours sont deux domaines très différents, et deux arts bien distincts. C'est pourquoi les livres de Jaurès lassent par leur intensité oratoire. Pour la même raison, l'orateur Plekhanov donnait souvent l'effet double — donc refroidissant — d'être le lecteur habile de son propre article.

Il atteignit les hauteurs des controverses théoriques dans lesquelles des générations entières de l'intelligentsia russe n'étaient jamais de se plonger, car là, la matière même de la controverse rapprochait davantage l'art de l'écriture et celui du discours. Sa plus grande faiblesse était dans les discours de caractère purement politique, c'est-à-dire ceux dont la tâche était de rapprocher l'auditoire par l'unité des conclusions concrètes, et de fondre ses volontés en une volonté unique. Plekhanov parlait comme un observateur, comme un critique, un publiciste, mais pas comme un dirigeant. Il ne devait jamais avoir la possibilité de s'adresser directement aux masses, de les appeler à l'action, de les conduire. Ses

² Alexinsky : social-démocrate russe; deviendra monarchiste et garde-blanc.

³ Avksentiev : S.R. de droite (comme Kérensky, dont il sera ministre). Finira garde-blanc.

⁴ Breshkovskaya : Révolutionnaire russe de la génération de 1870; s'opposera à la révolution d'octobre 1917.

faiblesses avaient la même source que son plus grand mérite : c'était un précurseur, le premier défenseur du marxisme sur la terre russe.

Nous avons dit que Plekhanov n'avait guère laissé d'œuvres dont la classe ouvrière puisse faire un usage large et quotidien. La seule exception est peut-être *Histoire de la Pensée Socialiste Russe*; mais cette œuvre est loin d'être irréprochable du point de vue de la théorie. Les tendances conciliatrices et patriotiques de la politique de Plekhanov dans la dernière période, réussirent — du moins partiellement — à miner ses fondements théoriques. S'enfonçant dans le cul-de-sac des contradictions du social-patriotisme, Plekhanov se mit à chercher des prémisses autres que la théorie de la lutte des classes, à la fois en ce qui concerne les intérêts nationaux et des principes éthiques abstraits. Dans ses derniers écrits, il fait des concessions monstrueuses à la morale normative, cherchant à en faire un critère politique (« *la guerre défensive est une guerre juste* »). Dans l'introduction à *Histoire de la Pensée Socialiste Russe*, il limite la sphère de l'action de la lutte des classes au domaine des relations intérieures; dans les relations internationales, il remplace la lutte des classes par la solidarité nationale. (« *Le cours du développement de toute société donnée, divisée en classes, est déterminé par le cours du développement de ces classes et de leurs relations mutuelles, c'est-à-dire d'abord par leur lutte antagoniste qui concerne l'ordre social interne, et deuxièmement par leur collaboration plus ou moins amicale où se pose la question de la défense du pays contre les attaques extérieures* », G.V. Plekhanov, *Histoire de la Pensée Socialiste Russe*, Moscou, 1919, page 11, Edition russe.) Ici, il ne suis plus Marx, mais plutôt Sombart. Seuls ceux qui savaient comment il avait lutté avec succès, brillamment et sans relâche pendant des dizaines d'années contre l'idéalisme en général et la philosophie normative en particulier, contre l'école de Brentano et son falsificateur pseudo-marxiste Sombart — seuls ceux-là peuvent mesurer l'étendue de la décadence théorique de Plekhanov sous la pression de l'idéologie nationale-patriotique.

Mais cette décadence avait un fondement : le malheur de Plekhanov avait la même source que son mérite immortel : c'était un précurseur. Il n'était pas un dirigeant du prolétariat agissant, mais seulement son précurseur théorique. En polémique, il défendait les méthodes du marxisme, mais n'avait aucune possibilité de les appliquer dans l'action. Ayant vécu pendant plusieurs dizaines d'années en Suisse, il est resté un émigré russe. Le socialisme suisse municipal et cantonal, opportuniste et d'un très bas niveau théorique, ne l'intéressait guère. Il n'y avait pas de parti russe. Le « *Groupe pour l'émancipation du travail* » le remplaçait pour Plekhanov. C'était un petit cercle fermé de penseurs très proches les uns des autres (Plekhanov, Axelrod, Zassoulitch et Deutsch, condamné aux travaux forcés en Sibérie). Manquant de racine politiques, Plekhanov s'efforçait d'autant plus de renforcer les racines théoriques et philosophiques de sa position. En sa qualité d'observateur du mouvement ouvrier européen, il laissait très souvent de côté des manifestations politiques d'une grande importance de mesquinerie, de lâcheté, d'esprit conciliateur de la part des partis socialistes. Cependant, il était toujours sur le qui-vive en ce qui concernait l'hérésie théorique dans la littérature socialiste.

Ce manque d'équilibre entre la théorie et la pratique qui provenait des circonstances de la vie de Plekhanov, lui fut fatal. Malgré ses larges bases théoriques, il n'était pas préparé pour de grands événements politiques : déjà la révolution de 1905 le prit par surprise. Ce théoricien marxiste, brillant et profond, s'orienta dans les événements de la révolution par des moyens empiriques, par des évaluations essentiellement praticistes.

Il se sentait peu sûr de lui et, chaque fois que c'était possible, il gardait le silence, évitait les réponses claires, résolvait les problèmes par des formules algébriques ou des anecdotes spirituelles auxquelles il prenait un grand plaisir.

Je vis Plekhanov pour la première fois vers la fin de 1902, c'est-à-dire à l'époque où il terminait ses superbes campagnes théoriques contre le narodnikisme et contre le révisionnisme, et se trouvait face à face avec les problèmes politiques de la révolution imminente. En d'autres termes, le déclin de Plekhanov avait commencé. Je n'ai eu qu'une fois le privilège de voir et d'entendre Plekhanov au sommet, pourrait-on dire, de sa force et de sa renommée; c'était à la commission du programme du Deuxième Congrès du Parti (juillet 1903, à Londres). Les représentants du Groupe «Rabotcheïe Diélo», Martynov et Akimov, les représentants du Bund, Lieber et d'autres, et quelques délégués provinciaux essayaient de faire passer des amendements au projet de programme du parti qui était surtout l'œuvre de Plekhanov. Ces amendements étaient sur le plan théorique très incorrects et très mal venus. Dans les discussions de la commission, Plekhanov était inimitable et sans pitié. Sur chaque question et même sur chaque point de détail, il obligeait, en maniant sans effort son éclatante érudition, ses auditeurs, même ses contradicteurs, à se convaincre que le problème ne faisait que commencer là où les auteurs de l'amendement pensaient qu'il se terminait. Avec, dans son esprit, une conception claire, scientifique et totale du programme, sûr de lui-même, de son savoir et de sa force; avec une étincelle joyeuse et ironique dans ses yeux; avec une moustache en broussaille et joyeuse aussi; avec des attitudes légèrement théâtrales, mais vivantes et expressives, Plekhanov qui était à la tribune, illuminait la nombreuse assistance comme un feu d'artifice humain d'érudition et d'esprit. Cela se reflétait dans l'admiration qui embrasait tous les visages, même ceux de ses adversaires, où le plaisir luttait avec l'embarras.

Dans la discussion des questions tactiques et organisationnelles à ce même congrès, Plekhanov était infiniment plus faible, paraissait parfois impuissant, rendait perplexes les mêmes délégués qui l'avaient admiré à la commission du programme.

Au Congrès International de Paris en 1889, Plekhanov avait déjà déclaré que le mouvement révolutionnaire en Russie vaincrait comme mouvement ouvrier ou pas du tout. Cela signifiait qu'en Russie, il n'y avait pas et ne pouvait y avoir de démocratie bourgeoise révolutionnaire capable de triompher. Mais de là s'ensuivait la conclusion que la révolution victorieuse, faite par le prolétariat, ne pouvait finir autrement que par la remise du pouvoir entre les mains du prolétariat. Mais Plekhanov reculait avec horreur devant cette conclusion. Ainsi il niait politiquement ses anciennes prémisses théoriques, sans en créer de nouvelles. D'où son impuissance et ses vacillations politiques, couronnées par sa grande déchéance patriotique.

En temps de guerre, comme au temps de la révolution, il ne restait aux véritables disciples de Plekhanov que de mener contre lui une lutte irréconciliable.

Les admirateurs et les disciples de Pekhanov à l'époque de son déclin, souvent inattendus et toujours sans valeur, ont rassemblé depuis sa mort, tous ses pires écrits en une édition séparée. Par là, ils n'ont fait qu'aider à séparer le faux Plekhanov du vrai. Le grand Plekhanov, le vrai, nous appartient entièrement et totalement. Il est notre devoir de rendre à la jeune génération sa figure spirituelle dans toute sa grandeur.

G. L. Tchoudnovsky

24 avril 1922

Deux des collaborateurs les plus assidus de *Naché Slovo*⁵ périrent pendant la guerre civile : Ouritsky et Tchoudnovsky. Tout le monde connaît le nom d'Ouritsky, ce personnage aimable et courtois qui accomplit pendant la Révolution un travail si ingrat. Ici nous devons parler de Tchoudnovsky. Il est mort trop jeune et, à cause de cela, la jeunesse ne le connaît pas. C'était un enthousiaste. Comme il arrive souvent aux jeunes enthousiastes, sa force de caractère lui permettait de dissimuler son ardeur intérieure (mais ceci pendant les périodes calmes). Il s'intéressait très sérieusement à la théorie marxiste. Mais au premier événement intéressant il s'enflammait de la tête aux pieds. A notre arrivée d'Amérique, étant d'âge à servir, il entra dans l'armée de Kérensky et bien vite obtint un commandement dans un des corps d'armée.

Dès le premier jour de la Révolution, il ne se sépara plus de sa carabine. Sur le champ de bataille de Pouikovo, il combattit les cosaques de Kérensky commandés par Krasnov, en qualité de chef d'un détachement; il avait obtenu ce grade non pour ses connaissances militaires, mais parce qu'il était plus décidé et plus courageux que les autres. Touché par une balle, à peine pansé, il revint sur la ligne de feu et n'en partit pas. Là où «ça chauffait le plus», en Ukraine, là se trouvait Tchoudnovsky. Dans les rangs des partisans, il combattit l'occupant allemand et le pouvoir ukrainien. Celui-ci le condamna à mort, mais ne réussit pas à le pendre (il n'en eût pas le temps) car les armées rouges, entrant dans Kiev délivrèrent Tchoudnovsky, mais pas pour longtemps. Il tomba pendant la retraite de Kharkhov. Quelle balle le tua ? Une balle tirée par les soldats des Hohenzollern, une balle «démocratique» tirée par un fusil «social-révolutionnaire» ou une balle «social-démocrate» (car il s'en trouvait dans les bandes ukrainiennes qui combattaient avec les Allemands) ? Nous ne le savons pas. N'est-ce pas la même chose ?...

⁵ *Naché Slovo* : quotidien socialiste internationaliste russe animé par Trotsky et publié à Paris durant la 1^{re} guerre mondiale.

Le Front unique et le communisme en France

30 mars et 06 avril 1922

Source : *Bulletin Communiste*.

Extrait du site internet : www.trotsky-oeuvre.org

I. Considérations générales sur le Front unique

1. - Le but du Parti Communiste consiste à diriger la révolution prolétarienne. Afin d'amener le prolétariat à la conquête directe du pouvoir et d'effectuer cette conquête, le Parti Communiste doit s'appuyer sur la majorité écrasante de la classe ouvrière.

Tant qu'il n'a pas cette majorité, il doit lutter pour s'en emparer.

Il ne peut l'atteindre que s'il constitue une organisation tout à fait indépendante pourvue d'un programme clair et d'une discipline intérieure très sévère. C'est pourquoi il a dû se séparer idéologiquement, ainsi que par son organisation, des réformistes et des centristes qui n'aspirent pas à la révolution prolétarienne, ne savent ni ne veulent y préparer les masses et s'opposent à ce travail par toute leur conduite. Ceux des membres du Parti Communiste qui déplorent la scission au nom de l'unité des forces et de l'unité du front ouvrier montrent par cela même qu'ils ne comprennent même pas l'a b c du communisme et qu'ils n'appartiennent au Parti Communiste que par suite de circonstances fortuites ;

2. - Le Parti Communiste s'étant assuré une indépendance complète par l'unité idéologique de ses membres lutte pour étendre son influence sur la majorité de la classe ouvrière. Cette lutte peut être plus ou moins lente ou rapide, suivant les circonstances et la conformité plus ou moins grande de la tactique au but.

Mais il est tout à fait évident que la lutte de classe du prolétariat ne cesse pas dans cette période de préparation à la révolution.

Les conflits entre la classe ouvrière et les patrons, la bourgeoisie ou l'Etat, surgissent et se développent sans cesse par l'initiative de l'une ou de l'autre des parties.

Dans ces conflits, pour autant qu'ils embrassent les intérêts vitaux de toute la classe ouvrière ou de sa majorité ou bien d'une partie quelconque de cette classe, les masses ouvrières sentent la nécessité de l'unité des actions, de l'unité dans la défense contre l'attaque du capital ainsi que l'unité dans l'offensive contre celui-ci. Le Parti qui contrecarre mécaniquement ces aspirations de la classe ouvrière, à l'unité d'action sera irrévocablement condamné par la conscience ouvrière.

Ainsi donc, la question du front unique, tant par son origine, que par son essence n'est pas du tout une question de relations entre les fractions parlementaires communiste et socialiste, entre les comités centraux d'un parti et de l'autre, entre *l'Humanité* et *Le Populaire*. Le problème du front unique surgit de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front unique dans la lutte contre le capital malgré la division fatale à l'époque actuelle, des organisations politiques qui ont l'appui de la classe ouvrière.

Pour ceux qui ne le comprennent pas le Parti n'est qu'une association de propagande et non pas une organisation d'action de masse :

3. - Dans les cas où le Parti Communiste ne représente encore qu'une minorité numériquement insignifiante, la question de son attitude à l'égard du front de la lutte de classe n'a pas une importance décisive. Dans ces conditions, les actions de masse seront dirigées par les anciennes organisations, qui, en vertu de leurs traditions encore puissantes, continuent à jouer le rôle décisif. D'autre part, le problème du front unique ne se pose pas dans les pays tels, par exemple, que la Bulgarie où le Parti Communiste apparaît comme l'unique organisation dirigeant la lutte des masses laborieuses. Mais où le Parti Communiste constitue une grande force politique sans avoir encore une valeur décisive où il embrasse soit le quart, soit le tiers de l'avant-garde prolétarienne, la question du front unique se pose dans toute son acuité.

S'il embrasse le tiers ou la moitié de l'avant-garde du prolétariat - il s'ensuit que l'autre moitié ou les deux tiers font partie des organisations réformistes ou centristes. Mais il est tout à fait évident que les ouvriers qui soutiennent encore les réformistes et les centristes sont tout aussi intéressés que les communistes à la défense de meilleures conditions d'existence matérielle et de plus grandes possibilités de lutte. Il est donc nécessaire d'appliquer notre tactique de telle manière que le Parti Communiste qui est l'incarnation de l'avenir de la classe ouvrière entière n'apparaisse pas aujourd'hui - et surtout ne le soit pas en fait - un obstacle à la lutte quotidienne du prolétariat.

Le Parti Communiste doit faire plus que cela : il doit prendre l'initiative d'assurer l'unité de cette lutte quotidienne. C'est uniquement ainsi qu'il se rapprochera des deux autres tiers, lesquels ne marchent pas encore avec lui et n'ont pas encore confiance en lui parce qu'ils ne le comprennent pas. Ce n'est que par ce moyen qu'il en fera la conquête ;

4. - Si le Parti Communiste n'avait pas réalisé la rupture radicale et décisive avec les social-démocrates, il ne serait jamais devenu le parti de la révolution prolétarienne. Il n'aurait pu faire le premier pas sérieux dans la voie de la révolution. Il serait resté pour toujours une soupape de sûreté parlementaire de l'Etat bourgeois.

Ne pas le comprendre c'est ignorer la première lettre de l'alphabet du communisme.

Si le Parti Communiste ne cherchait pas à trouver les voies d'organisation susceptibles de rendre possible à chaque moment donné des actions communes concertées entre les masses ouvrières communistes et non-communistes (social-démocrates compris), il prouverait par cela même son incapacité de conquérir la majorité de

la classe ouvrière par des actions de masse. Il dégénérerait en une société de propagande communiste et ne se développerait jamais en parti de conquête du pouvoir.

Ce n'est pas assez d'avoir un glaive, il faut l'aiguiser, ce n'est pas assez de l'aiguiser, il faut savoir s'en servir.

Ce n'est pas assez de séparer les communistes des réformistes et de les lier par la discipline de l'organisation, il est nécessaire que l'organisation apprenne à diriger toutes les actions collectives du prolétariat dans toutes les circonstances de sa lutte vitale.

Telle est la seconde lettre de l'alphabet communiste.

5. - L'unité du front s'étend-elle seulement aux masses ouvrières ou comprend-elle aussi les chefs opportunistes ?

Cette question n'est que le fruit d'un malentendu.

Si nous avons pu unir les masses ouvrières autour de notre drapeau, ou sur nos mots d'ordre courants, en négligeant les organisations réformistes, partiel ou syndicats, ce serait certes, la meilleure des choses. Mais alors la question du front unique ne se poserait même pas dans sa forme actuelle.

La question du front unique se pose par cela même, que des fractions très importantes de la classe ouvrière appartiennent aux organisations réformistes ou les soutiennent. Leur expérience actuelle n'est pas encore suffisante pour les en faire sortir et les amener à nous.

Il est possible qu'au lendemain des actions de masse qui sont à l'ordre du jour, un grand changement survienne sur ce point. C'est justement ce que voulons. Mais nous n'en sommes pas encore là. Les travailleurs organisés sont encore divisés en trois groupes. L'un de ces groupes, le groupe communiste, tend à la révolution sociale et précisément pour cette raison, soutient tout mouvement même partiel des travailleurs contre les exploiters et contre l'Etat bourgeois.

Un autre groupe, le groupe réformiste, tend à la paix avec la bourgeoisie. Mais pour ne pas perdre son influence sur les ouvriers, il est forcé, contre la volonté profonde de ses chefs de soutenir les mouvements partiels des exploités contre les exploiters.

Enfin, le troisième groupe, centriste, oscille entre les deux autres, n'ayant pas de valeur propre. Ainsi les circonstances rendent tout à fait possibles, dans toute une série de questions vitales, les actions communes des ouvriers unis dans ces trois sortes d'organisations, ainsi que des masses non organisées qui les soutiennent.

Non seulement les communistes ne doivent pas s'opposer à ces actions communes mais au contraire, ils doivent en prendre l'initiative justement parce que plus grandes sont les masses attirées dans le mouvement, plus haute devient la conscience de leur puissance, plus sûre elle devient d'elle-même, et plus les masses deviennent capables d'aller de l'avant, si modeste qu'aient été les mots d'ordres initiaux de la lutte. Cela veut aussi dire que l'extension du mouvement aux masses accroît son caractère révolutionnaire et crée des conditions plus favorables aux mots d'ordre, aux méthodes de lutte et en général à la direction du Parti Communiste.

Les réformistes ont peur de l'élan potentiel révolutionnaire du mouvement des masses ; la tribune parlementaire, les bureaux des syndicats, les cours arbitraires, les antichambres des ministères, sont leurs arènes favorites.

Nous sommes, au contraire intéressés en dehors de toutes autres considérations, à faire sortir les réformistes de leurs abris et à les situer à nos côtés sur le front des masses en lutte. Avec une bonne tactique ce ne peut être qu'à notre avantage.

Le communiste qui en doute ou qui en a peur ressemble à un nageur, qui aurait approuvé des thèses sur le meilleur moyen de nager, mais ne se risquerait pas à se jeter à l'eau ;

6. - L'unité de front suppose donc de notre part la décision de faire concerter pratiquement nos actions, dans de certaines limites et dans des questions données, avec les organisations réformistes pour autant qu'elles représentent encore aujourd'hui la volonté de fractions importantes du prolétariat en lutte.

Mais nous nous sommes séparés des organisations réformistes ? Oui, parce que nous sommes en désaccord avec elles sur les questions fondamentales du mouvement ouvrier.

Et pourtant, nous recherchons un accord avec elles ?

Oui, chaque fois que la masse qui les suit est prête à agir de concert avec la masse qui nous suit, et chaque fois que les réformistes sont plus ou moins forcés à se faire l'instrument de cette action.

Mais ils liront qu'après nous être séparés d'eux, nous avons besoin d'eux ?

Oui, leurs phraseurs le pourront dire. Et quelques-uns parmi nous peuvent s'en effrayer. Quand aux grandes masses ouvrières, même celles qui ne nous suivent pas et qui ne comprennent pas nos buts, mais qui voient exister parallèlement deux ou trois organisations ouvrières - ces masses tireront de notre conduite cette déduction, que, malgré nos divisions, nous tendons de toutes nos forces à faciliter aux masses l'unité d'action ;

7. - La politique du front unique, pourtant, ne comprend pas en soi de garanties pour une unité de fait, dans toutes les actions. Au contraire, dans nombre de cas, dans la plupart peut-être, l'accord des différentes organisations ne s'accomplira qu'à moitié ou ne s'accomplira pas du tout. Mais il est nécessaire que les masses en lutte puissent toujours se convaincre que l'unité d'actions a échoué, non pas à cause de notre intransigeance formelle, mais à cause de l'absence d'une véritable volonté de lutte chez les réformistes.

En concluant des accords avec d'autres organisations nous nous imposons sans doute une certaine discipline d'action. Mais cette discipline ne peut avoir un caractère absolu. Si les réformistes sabotent la lutte, contrecarrent les dispositions des masses, nous nous réservons le droit de soutenir l'action jusqu'à la fin, sans nos demi-alliés temporaires, à titre d'organisation indépendante.

Un renouvellement acharné des luttes entre nous et les réformistes, pourra en résulter. Mais ce ne sera plus une simple répétition des mêmes idées dans un cercle fermé, cela signifiera — si notre tactique est bonne — un élargissement de notre influence dans de nouveaux milieux prolétariens ;

8. - Voir dans cette politique un rapprochement avec les réformistes, ce ne peut être que le point de vue d'un journaliste qui croit s'éloigner du réformiste, quand il le critique sans sortir de sa salle de rédaction et qui a peur de l'affronter devant les masses ouvrières, peur de donner à celles-ci la possibilité de comparer le communiste et le réformiste dans les conditions égales de l'action des masses. De fait, sous cette crainte, que l'on prétend révolutionnaire, du " rapprochement " se dissimule au fond une passivité politique, qui tend à conserver un état de choses, dans lequel les communistes comme les réformistes ont chacun leur cercle d'influence, leurs auditoires, leur presse, et dans lequel cela suffit à donner aux uns et aux autres l'illusion d'une lutte politique sérieuse ;
9. - Nous avons rompu avec les réformistes et les centristes pour avoir la liberté de critiquer les trahisons, l'indécision de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Tout d'abord qui limiterait notre liberté de critique et d'agitation serait donc inacceptable pour nous. Nous participons au front unique, mais nous ne pouvons en aucun cas nous y dissoudre. Nous y opérons comme une division indépendante.
- C'est justement dans l'action que les grandes masses doivent se convaincre, que nous luttons mieux que d'autres, que nous voyons plus clair, que nous sommes plus courageux et plus décidés. Nous rapprochons ainsi l'heure du front unique révolutionnaire, sous la direction indiscutée des communistes.

II. *Les groupements dans le mouvement ouvrier français*

10. - Si nous voulons examiner la question du front unique relativement à la France sans nous départir des thèses formulées plus haut, thèses qui ressortent de toute la politique de l'Internationale Communiste, nous devons nous demander si nous avons en France une situation telle que les communistes représentent au point de vue des actions pratiques " une qualité négligeable " ou bien, au contraire, s'ils groupent la majorité des ouvriers organisés pour eux, ou encore s'ils ont une position moyenne, c'est-à-dire s'ils sont assez forts pour que leur participation au mouvement de masse ait une grande valeur, mais pas assez forts pour en concentrer dans leurs mains la direction indiscutée. Et il est tout à fait certain que nous sommes en France en présence du troisième cas.
11. - Dans le domaine de l'organisation politique, la prépondérance des communistes sur les réformistes est indiscutable. L'organisation et la presse communistes sont incomparablement plus fortes, plus riches, plus vivantes, que l'organisation et la presse des prétendus « socialistes ».
- Mais cette prépondérance indiscutable est loin de suffire à assurer au Parti Communiste français la direction complète, indiscutable du prolétariat français, du fait de la puissance des tendances anti-politiques et des préjugés, influençant principalement les syndicats ouvriers.
12. - La particularité la plus grande du mouvement ouvrier français, c'est que les syndicats ouvriers ont longtemps été l'enveloppe sous laquelle se cachait un parti anti-parlementaire, d'une forme spéciale, connu sous le nom de syndicalisme.
- Les syndicalistes révolutionnaires peuvent en effet se séparer tant qu'ils le voudront de la politique et du Parti ; ils ne pourront jamais nier qu'ils constituent eux-mêmes un parti politique, aspirant à s'appuyer sur les organisations économiques de la classe ouvrière. Ce parti a de bonnes tendances révolutionnaires prolétariennes. Mais il a aussi des caractères négatifs, il manque d'un programme précis et d'une organisation définie.
- La question se complique par le fait que les syndicalistes, comme tous les autres groupements de la classe ouvrière, se sont divisés après la guerre en réformistes soutenant la société bourgeoise et, par cela même, passés, dans la personne de leurs meilleurs éléments, du côté du communisme.
- Et la tendance au maintien de l'unité de front a justement inspiré non seulement aux communistes, mais aussi aux syndicalistes révolutionnaires, la meilleure tactique dans la lutte pour l'unité de l'organisation syndicale du prolétariat français. Au contraire, Jouhaux, Merrheim et tutti quanti sont entrés dans la voie de la scission, mus par l'instinct de banqueroutiers, qui sentent qu'ils ne pourront soutenir devant la masse ouvrière la concurrence des révolutionnaires dans l'action. La lutte, d'une importance colossale, qui se déroule aujourd'hui dans tout le mouvement syndical français, entre les réformistes et les révolutionnaires, se présente à nous en même temps comme une lutte pour l'unité de l'organisation syndicale et pour l'unité du front syndical.

III. *Mouvement syndical et Front unique*

13. - Le communisme français se trouve, en ce qui concerne l'idée du front unique, dans une situation exceptionnellement favorable. Le communisme français a réussi à conquérir, dans les cadres de l'organisation politique, la majorité du vieux Parti socialiste ; après quoi les opportunistes ont ajouté à toutes leurs autres qualités politiques celle de briseurs d'organisation. Notre Parti français a souligné ce fait en qualifiant l'organisation socialiste-réformiste, de dissidents ; ce seul mot met en évidence le fait que ce sont les réformistes qui ont détruit l'unité d'action et d'organisation politique.
14. - Dans le domaine syndical, les éléments révolutionnaires, et les communistes avant tout, ne doivent pas dissimuler à leurs propres yeux, comme à ceux de leurs ennemis, toute la profondeur des différences de vue entre Moscou et Amsterdam, différences qui ne sont nullement le fait de simples courants d'opinions dans les rangs du mouvement ouvrier, mais qui sont le reflet de l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. Mais les éléments révolutionnaires, c'est-à-dire, avant tout, les éléments communistes conscients, n'ont jamais préconisé la sortie des syndicats ou bien la scission de l'organisation syndicale. Ce mot d'ordre caractérise les groupements sectaires des localistes du K.A.P.D. , certains groupes " libertaires " en France, qui n'ont jamais eu d'influence dans les masses populaires, qui n'ont ni l'espoir, ni le désir de conquérir cette influence, mais qui se confinent dans de petites paroisses bien définies. Les éléments vraiment révolutionnaires du syndicalisme français ont senti instinctivement

qu'on ne peut conquérir la classe ouvrière dans le mouvement syndical qu'en opposant le point de vue révolutionnaire et les méthodes révolutionnaires au point de vue et aux méthodes des réformistes dans le domaine de l'action de masse, tout en défendant en même temps avec la plus grande énergie l'unité de cette action ;

15. - Le système des noyaux dans l'organisation syndicale, qui a été adopté par les révolutionnaires, ne représentait que la forme de lutte la plus naturelle pour l'influence idéologique et pour l'unité de front applicable sans détruire l'unité de l'organisation.

16. - Semblables aux réformistes du Parti socialistes, les réformistes du mouvement syndical ont pris sur eux l'initiative de la rupture. Mais, justement, l'expérience du Parti socialiste leur a suggéré que le temps travaille en faveur du communisme et qu'on peut contrecarrer l'influence de l'expérience et du temps en hâtant la rupture. Nous voyons, de la part des dirigeants de la C. G. T., tout un système de mesures tendant à désorganiser la gauche, de la priver des droits que lui confèrent les statuts des syndicats et, enfin, à l'exclure - contrairement aux statuts et aux usages - de toute organisation syndicale.

D'autre part, nous voyons la gauche révolutionnaire défendant son droit dans le domaine des formes démocratiques de l'organisation ouvrière et s'opposant à la scission dictée par les dirigeants confédéraux au moyen de l'appel aux masses en faveur de l'unité syndicale ;

17. - Tout ouvrier conscient doit savoir que lorsque les communistes ne formaient que la sixième ou la troisième partie du Parti socialiste, ils ne pensaient nullement à la scission, fermement convaincus que la majorité du Parti ne tarderait pas à les suivre. Lorsque les réformistes furent réduits à un tiers, ils firent la scission, n'ayant aucune espérance de conquérir la majorité dans l'avant-garde prolétarienne.

Tout ouvrier conscient doit savoir que lorsque les éléments révolutionnaires se sont trouvés devant le problème syndical, ils l'ont résolu à l'époque où ils ne formaient qu'une infime minorité, dans le sens du travail dans des organisations communes, certains que l'expérience de l'époque révolutionnaire pousserait rapidement la majorité des syndiqués à l'adoption du programme révolutionnaire. Lorsque les réformistes ont vu croître l'opposition révolutionnaire dans les syndicats, ils ont immédiatement eu recours aux mesures d'exclusions et à la scission, parce qu'ils n'avaient aucun espoir de reconquérir le terrain perdu.

De là, plusieurs déductions de la plus grande importance :

1. Les différends existant entre nous et les réformistes reflètent dans leur essence l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat ;
2. La démocratie mensongère des ennemis de la dictature prolétarienne se démasque complètement, car ils ne sont pas disposés à admettre les méthodes de la démocratie ouvrière, non seulement dans les cadres de l'Etat, mais aussi dans le cadre de l'organisation ouvrière : lorsque cette démocratie se retourne contre eux, ils s'en séparent, comme les dissidents du Parti, ou excluent leurs adversaires - comme MM. Jouhaux, Dumoulin et Cie. - Il serait, en effet, absurde de croire que la bourgeoisie consente jamais à achever la lutte avec le prolétariat dans le cadre de la démocratie si les agents de la bourgeoisie, dans l'organisation syndicale et politique, ne consentent pas à solutionner les questions du mouvement ouvrier sur le terrain de la démocratie ouvrière, dont ils acceptent ostensiblement les règles.

18. - La lutte pour l'unité de l'organisation et de l'action syndicale reste dorénavant un des problèmes les plus importants de ceux qui se posent au Parti Communiste. Il s'agit non seulement de réunir un nombre de plus en plus grand d'ouvriers sur le programme et la tactique communistes. Il s'agit encore, pour le Parti Communiste, de chercher à cette fin, par son action et par celle des communistes syndiqués, à réduire au minimum, dans chaque situation appropriée, les obstacles que la scission dresse devant le mouvement ouvrier. — Si la scission de la C. G. T., s'aggravait prochainement, malgré tous nos efforts en vue de refaire l'unité, cela ne signifierait aucunement que la C.G.T.Unitaire, comprenant la moitié ou plus de la moitié du total des syndiqués, devrait continuer son travail en ignorant l'existence de la C.G.T.réformiste. Une semblable attitude empêcherait considérablement - si elle ne l'excluait totalement — la possibilité d'une action commune du prolétariat et faciliterait considérablement à la C.G.T.réformiste, le rôle d'une Union Civique bourgeoise, qu'elle voudrait jouer au cours des grèves, des manifestations, etc. ; elle lui permettrait de pousser la C.G.T.Unitaire à des actions inopportunes dont cette dernière subirait entièrement les conséquences. Il est tout à fait évident que toutes les fois que le permettront les circonstances, la C.G.T.Unitaire, jugeant nécessaire de mener une campagne quelconque, adressera ouvertement à la C.G.T.réformiste des propositions concrètes et lui proposera un plan d'actions communes. Et la C.G.T.U. ne manquera pas d'exercer sur l'organisation réformiste la pression de l'opinion ouvrière et de démasquer devant cette opinion publique ses dérobades et ses hésitations.

Ainsi même, au cas où la scission syndicale s'aggraverait, les méthodes de lutte pour le front unique conserveraient toute leur valeur ;

19. - On peut donc constater que, dans le domaine le plus important du mouvement ouvrier - dans le domaine syndical - le programme d'unité d'actions ne nécessite qu'une application plus suivie, plus persévérante et plus ferme des mots d'ordre, sous lesquels a été menée jusqu'ici notre lutte contre Jouhaux et C^{ie}.

IV. La lutte politique et l'unité de front

20. - Dans le domaine politique, une différence importante nous frappe dès d'abord, du fait que la suprématie du Parti Communiste sur le parti socialiste, tant en organisations qu'en matière de presse, se trouve considérable. On peut supposer que la Parti Communiste est comme tel capable d'assurer l'unité du front politique et qu'il n'a donc pas de raisons d'adresser à l'organisation dissidente des propositions quelconques d'actions concrètes. La question ainsi posée en se basant sur l'appréciation du rapport des forces, n'a rien de commun avec le verbalisme révolutionnaire et mérite d'être examinée ;

- 21. -** Si on considère que le Parti Communiste compte environ 130.000 membres, tandis que le parti socialiste n'en a que 30.000 le succès énorme de l'idée communiste en France devient évident. Mais si on compare ces chiffres à l'effectif global de la classe ouvrière, si on tient compte de l'existence des syndicats ouvriers réformistes, ainsi des tendances anti-communistes existantes dans les syndicats révolutionnaires, la question de l'hégémonie du Parti Communiste dans le mouvement ouvrier se présente à nous comme un problème extrêmement ardu qui est loin d'être résolu par notre prépondérance numérique sur les dissidents. Ces derniers peuvent, dans certaines circonstances, être un facteur contre-révolutionnaire à l'intérieur même de la classe ouvrière, beaucoup plus important qu'il ne paraît, si nous ne les jugeons que par la faiblesse de leur organisation, du tirage et du contenu idéologique du *Populaire*.
- 22. -** Pour apprécier la situation il convient de se rendre compte, bien clairement, de la manière dont elle s'est produite. La transformation de la majorité de l'ancien parti, socialiste en Parti Communiste a été le résultat du mécontentement et de la révolte que la guerre a fait naître dans tous les pays de l'Europe.
- L'exemple de la révolution russe et les mots d'ordre de la 3e. Internationale paraissaient indiquer la voie à suivre. Cependant, la bourgeoisie s'est maintenue pendant les années 1919-1920 et a, par différents moyens, rétabli sur les bases d'après-guerre un quasi-équilibre, miné cependant par des contradictions terribles et qui évolue vers une grandiose catastrophe, bien que conservant aujourd'hui et pour la période la plus prochaine une certaine stabilité. La révolution russe n'a pu remplir ses tâches socialistes que lentement, par un effort maximum de toutes ses forces, en surmontant les difficultés les plus grandes et les obstacles suscités par l'impérialisme mondial. La conséquence en a été que le premier flux des tendances révolutionnaires sans formes précises et sans esprit critique a été suivi d'un reflux inévitable. Sous le drapeau du communisme il n'est que la partie la plus courageuse, la plus décidée et la plus jeune de la classe ouvrière.
- Cela ne signifie certes pas que les grandes masses de la classe ouvrière, désappointées dans leurs espoirs de révolution immédiate et de changements radicaux, soient complètement revenues aux anciennes positions d'avant-guerre. Non. Leur mécontentement est plus profond que jamais, leur haine des exploiters est plus âpre encore. Mais elles sont désorientées politiquement, elles cherchent sans la trouver leur voie, - elles temporisent passivement avec des oscillations brusques d'un côté ou de l'autre, selon les circonstances. Le grand réservoir d'éléments passifs, désorientés, pourrait être largement utilisé, contre nous les dissidents, dans certaines conjectures.
- 23. -** Pour soutenir le Parti Communiste il faut de l'activité et du dévouement. Pour soutenir les dissidents, il est nécessaire et il suffit d'être désorienté et passif. Il est tout naturel que la partie active révolutionnaire de la classe ouvrière donne, toutes proportions gardées, un plus grand nombre de membres au Parti Communiste que la partie passive, désorientée donne au parti des dissidents.
- Il en est de même pour la presse. Les éléments indifférents lisent peu. Par le chiffre infime de son tirage et le néant de son contenu le *Populaire* reflète également la disposition d'esprit d'une certaine partie de la classe ouvrière. Sa suprématie complète dans le parti des dissidents, des intellectuels professionnels sur les ouvriers n'est aucunement en contradiction avec notre diagnostic et notre pronostic : car la fraction peu active de la classe ouvrière, en partie désappointée et en partie désorientée - est celle justement, surtout en France, qui constitue le réservoir où s'alimentent les coteries politiques, formées d'avocats et de journalistes, de rebouteux réformistes et de charlatans parlementaires
- 24. -** Si on considérait l'organisation du Parti comme une armée active et la masse ouvrière non organisée comme ses réserves et si l'on admet que notre armée active est trois ou quatre fois plus forte que l'armée active des dissidents, il se pourrait encore que dans certaines circonstances les réserves se répartissent entre nous et les social-réformistes dans une proportion bien moins avantageuse pour nous.
- 25. -** L'idée d'un bloc des gauches plane dans l'atmosphère politique française. Après la nouvelle période de poincarisme, qui est l'essai fait par la bourgeoisie de présenter au peuple le plat réchauffer des illusions de la victoire, une réaction pacifiste dans les cercles les plus larges de la société bourgeoise, c'est-à-dire dans la petite bourgeoisie, devient bien probable. L'espoir d'un apaisement général, d'un accord avec la Russie soviétiste, la possibilité de recevoir de celle-ci des matières premières dans des conditions avantageuses, la possibilité du paiement des dettes, l'allègement des charges militaires, etc., en un mot le programme illusoire du pacifisme démocratique peut, pour un certain temps, devenir le programme du bloc des gauches, qui prendrait la place du bloc national. Au point de vue du développement de la révolution en France, un tel changement de régime sera un pas en avant - à la condition expresse que le prolétariat ne tombe que le moins possible dans les illusions du pacifisme petit bourgeois.
- 26. -** Les réformistes dissidents seront les agents du bloc des gauches dans la classe ouvrière. Plus grand sera leur succès, et moins la classe ouvrière sera touchée par l'idée et la pratique du front ouvrier unique contre la bourgeoisie. Les couches ouvrières désorientées par la guerre et par la lenteur de la révolution peuvent mettre leur espoir dans le bloc des gauches comme dans le moindre mal, ne voyant pas d'autres voies et pensant ne rien risquer ;
- 27. -** Un des moyens les plus sûrs de contrecarrer les tendances et les idées du bloc des gauches dans la classe ouvrière, c'est-à-dire du bloc des ouvriers avec une partie de la bourgeoisie contre une autre, c'est de défendre avec résolution et persévérance l'idée du bloc de toutes les parties de la classe ouvrière contre toute la bourgeoisie.
- 28. -** En ce qui concerne les dissidents, cela veut dire, que nous ne devons pas leur permettre de garder sans risques une position d'expectative chancelante dans les questions ayant trait à la lutte du mouvement ouvrier et de jouir de la protection des oppresseurs de la classe ouvrière tout en exprimant leur sympathie platonique à cette classe. En d'autres termes nous pouvons et nous devons en toutes occasions appropriées, proposer aux dissidents de venir en aide sous une forme déterminée aux grévistes, aux lockoutés, aux chômeurs, aux mutilés de la guerre, etc., en

enregistrant devant la masse leurs réponses formelles à nos demandes précises et en les démasquant ainsi devant les fractions diverses des masses politiquement indifférentes ou mi-indifférentes, masses sur lesquelles ils espèrent s'appuyer en certaines circonstances ;

29. - Cette tactique est d'autant plus importante que les dissidents se trouvent incontestablement en liaison étroite avec la C.G.T. réformiste, représentant avec elle les deux branches de l'entreprise bourgeoise dans le mouvement ouvrier. Nous attaquons ainsi en même temps dans le camp syndical et dans le camp politique cette entreprise à deux faces, en appliquant ici et là les mêmes méthodes tactiques ;
30. - La logique irréfutable de notre action s'exprime comme suit : « Réformistes du syndicalisme et du socialisme — leur disons-nous devant les masses — vous avez fait la scission des syndicats et du parti au nom d'idées et de méthodes, que nous trouvons erronées et criminelles. Nous vous demandons, au moins lorsque se posent les problèmes partiels, immédiats et concrets de l'action de la classe ouvrière, de ne pas mettre des bâtons dans les roues, et de rendre possible l'unité d'action. Dans tel cas concret nous vous proposons tel programme de lutte. »
31. - De même dans le domaine de l'action parlementaire ou municipale, nous pourrions appliquer non sans succès, la méthode indiquée. Nous disons aux masses : « les dissidents ont fait la scission du parti ouvrier, parce qu'ils ne veulent pas la révolution. Ce serait folie de compter sur leur collaboration pour l'œuvre de la révolution prolétarienne. Mais nous sommes prêts à conclure avec eux certains accords au parlement comme en dehors du parlement, chaque fois que, devant choisir entre les intérêts particuliers de la bourgeoisie et les intérêts du prolétariat, ils nous donneront des garanties positives d'opter pour ces derniers. Les dissidents ne le peuvent que s'ils renoncent à l'alliance avec les partis bourgeois, s'ils renoncent au bloc de gauches et s'ils entrent dans le bloc du prolétariat. Si les dissidents étaient capables d'accepter ces conditions, les éléments ouvriers qui les suivent seraient vite absorbés par le Parti Communiste. Mais précisément pour cette raison ils n'accepteront pas ces conditions. En d'autres termes, aux questions posées nettement et clairement, à la mise en demeure de se prononcer pour le bloc avec la bourgeoisie ou pour le bloc avec la classe ouvrière — dans des conditions concrètes et très nettes de la lutte des masses — ils seraient forcés de répondre qu'ils préfèrent le bloc avec la bourgeoisie.

Une telle réponse ne serait pas sans avoir pour eux de fâcheuses conséquences parmi les masses sur l'appui desquelles ils comptent.

V. Les questions intérieures du Parti Communiste

32. - La politique que nous venons d'esquisser suppose sans doute une indépendance d'organisation complète, une parfaite clarté idéologique et une grande fermeté révolutionnaire du Parti Communiste.
Ainsi, par exemple, on ne peut faire avec un succès complet une politique qui tend à discréditer l'idée du bloc des gauches, dans la classe ouvrière, si dans les rangs de notre parti même, ils se trouvent des hommes qui osent défendre ouvertement le programme actuel de la bourgeoisie. L'exclusion inconditionnelle et inflexible de tous ceux qui préconisent le bloc des gauches devient un des devoirs élémentaires du Parti Communiste. Cela nettoiera notre politique des éléments douteux, attirera l'attention des ouvriers avancés sur l'acuité de la question du bloc des gauches et montrera que le Parti Communiste prend au sérieux toutes les questions qui menacent l'unité révolutionnaire des actions du prolétariat contre la bourgeoisie ;
33. - Ceux qui essaient de se servir de l'idée du front unique pour refaire l'unité avec les réformistes et les dissidents, doivent être inflexiblement exclus de notre parti, car ils sont parmi nous les agents des dissidents et trompent les ouvriers sur les véritables fauteurs de la scission et sur ses causes. Ceux-là, au lieu de poser avec justesse la question de la possibilité de telles ou telles actions pratiques à entreprendre d'accord avec les dissidents, malgré leur caractère petit-bourgeois, demandent à notre parti de renoncer à son programme pratique et aux méthodes révolutionnaires. L'exclusion inflexible de ces éléments montrera mieux que tout, que la tactique du front unique n'a rien qui ressemble à une capitulation ou à la paix avec les réformistes. La tactique du front unique impose au Parti une liberté complète de manœuvre, de la souplesse et de la décision. Et cela n'est possible que si le Parti proclame toujours clairement et nettement, tout ce qu'il veut, le but auquel il tend, et s'il commence ouvertement devant la masse ses propres actions ouvertement devant la masse ses propres actions et propositions ;
34. - Il est donc tout à fait inadmissible que certains membres du Parti publient à leur propre compte des organes politiques, dans lesquels ils opposent leur mots d'ordre et leurs méthodes aux thèses, aux méthodes d'action et aux propositions du Parti.
Ces membres répandent chaque jour sous l'égide du Parti Communiste, dans le milieu où ce Parti fait autorité, c'est-à-dire dans notre propre milieu, des idées qui nous sont hostiles ; ou bien encore ils sèment la confusion si le scepticisme, plus malfaisant que l'idéologie nettement hostile. Les organes qui font cette besogne, ainsi que leurs éditeurs, doivent être mis une fois pour toutes hors du Parti, et dénoncés à toute la France ouvrière afin que celle-ci condamne sévèrement les contrebandiers petits-bourgeois opérant sous le drapeau communiste ;
35. - Il est également inadmissible que paraissent dans les organes dirigeants du Parti à côté d'articles défendant les thèses fondamentales du communisme, des articles qui discutent ces mêmes thèses ou les nient. Il est tout à fait inadmissible et même monstrueux que se prolongent dans le parti un régime de presse qui donne à la masse des lecteurs ouvriers, en guise d'articles de fond, dans les organes soumis à une direction communiste, des articles par lesquels on essaie de nous faire revenir aux positions du pacifisme le plus lamentable et qui prêchent aux ouvriers en présence de la violence triomphante de la bourgeoisie la haine émolliente toute de violence. Sous le prétexte d'antimilitarisme, on lutte contre les idées de révolution et d'insurrection. Si après l'expérience de la guerre et des événements qui l'ont suivie surtout en Russie et en Allemagne, subsistent encore, dans le Parti Communiste, les préjugés du pacifisme humanitaire et si le Comité Directeur croit utile, en vue de la liquidation définitive de ces

préjugés, d'ouvrir une discussion à ce sujet, il n'est pourtant pas possible que les pacifistes puissent dans cette discussion apparaître avec leurs préjugés comme une tendance admise ; ils doivent être au contraire sévèrement blâmés par la voix autorisée du Parti dans la personne du Comité Directeur.

Lorsque le Comité Directeur jugera la discussion épuisée, les tentatives de propagation des idées émollientes du tolstoïsme ou de toutes autres formes de pacifisme devront entraîner l'exclusion du Parti.

- 36. -** On peut dire, il est vrai, que tant que l'épuration du parti des préjugés du passé et sa consolidation intérieure ne seront pas achevées il sera dangereux de placer le parti dans des situations où il devrait entrer en combat avec les réformistes et les social-patriotes. Une semblable affirmation serait erronée. On ne peut nier en vérité le fait que le passage d'un travail de simple propagande à la participation directe au mouvement des masses ne cache en soi de nouvelles difficultés et, partant, de nouveaux dangers pour la Parti Communiste. Mais il serait tout à fait erroné de croire que le parti pût se préparer à toutes les épreuves sans cette participation directe à la lutte et sans entrer en contact avec les ennemis. Au contraire, ce n'est que par cette voie qu'un vrai nettoyage intérieur et une véritable consolidation du parti pourront être atteints. Il se peut très bien que certains éléments de la bureaucratie du parti ou des syndicats se sentent plus près des réformistes, dont ils se sont séparés accidentellement, que de nous. La perte de tels compagnons de route ne sera pas une mal mais sera, au contraire, compensée au centuple par l'affluence dans le parti des ouvriers et des ouvrières, qui suivent encore les réformistes. Le résultat n'en sera qu'une homogénéité plus grande du parti qui deviendra plus énergique et plus prolétarien.

VI. Les tâches du Parti dans le mouvement syndical

- 37. -** Beaucoup plus importante que toutes les autres tâches du parti Communiste, nous apparaît celle de faire la plus grande lumière dans la question syndicale. Sans doute, il nous appartient de détruire absolument et de démasquer la légende répandue par les réformistes sur les prétendues desseins d'assujettir les syndicats du parti. Les syndicats accueillent les ouvriers de toutes nuances politiques, sans parti, libre-penseurs, croyants, etc., tandis que le parti réunit ceux qui ont un même credo politique basé sur un programme déterminé. Le parti n'a et ne peut avoir, aucun moyen de soumettre du dehors les syndicats.

Le parti ne peut organiser son influence sur la vie des syndicats que dans la mesure où ses membres travaillent dans ces syndicats et y font admettre le point de vue du parti. Leur influence sur les syndicats dépend naturellement de leur nombre ainsi que de leur façon d'appliquer dans une juste mesure, d'une manière conséquente et appropriée, les principes du parti aux besoins particuliers du mouvement syndical. Le parti a le droit et le devoir de se proposer pour but d'atteindre dans cette voie une influence décisive dans les organisations syndicales. Il y arrivera lorsque le travail des communistes dans les syndicats sera complètement et en tout conforme aux principes du parti et se fera sous son contrôle permanent.

- 38. -** Il est partout nécessaire que la conscience de tous les communistes soit définitivement débarrassée des préjugés réformistes, qui ne voient dans le parti qu'une organisation politique parlementaire du prolétariat. Le Parti Communiste est l'organisation de l'avant-garde prolétarienne pour la direction du mouvement ouvrier dans tous ses domaines et de première ligne, dans le domaine syndical. Si les syndicats ne sont pas sous la dépendance du parti, mais sont des organisations complètement autonomes, les syndiqués communiste de leur côté ne peuvent prétendre à aucune autonomie dans leur activité syndicale et ne doivent faire que défendre le programme et la tactique de leur parti. On doit condamner sévèrement la conduite de certains communistes qui non seulement ne luttent pas dans les syndicats pour l'influence du parti, mais qui s'opposent à une action dans ce sens au nom d'une fausse interprétation de l'autonomie syndicale. Par cette attitude ils ne font que faciliter à des individus, des groupes et des coterie sans programme déterminé et sans organisation du parti et qui utilisent la confusion des groupements idéologiques et des relations, l'acquisition d'une influence décisive dans les syndicats dont ces éléments conquièrent l'organisation afin de soustraire leur coterie au contrôle efficace de l'avant-garde ouvrière.

Si le parti, dans son activité au sein des syndicats doit témoigner d'une grande attention et d'une grande patience envers les masses sans parti et envers leurs représentants sincères et consciencieux : si le parti doit se rapprocher par le travail commun, des meilleurs éléments du syndicalisme et notamment des anarchistes-révolutionnaires qui luttent et apprennent, il ne peut au contraire souffrir plus longtemps dans son milieu les prétendus communistes, qui ne se servent de la qualité de membres du parti que pour développer avec autant plus de sûreté dans les syndicats une influence contraire au parti.

- 39. -** Le parti doit soumettre à une critique continue et systématique par les moyens de sa presse et de ses militants syndiqués, l'insuffisance du syndicalisme révolutionnaire pour la solution des problèmes fondamentaux du prolétariat. Le parti doit critiquer infatigablement et opiniâtrement les faiblesses de la théorie et de la pratique du syndicalisme tout en démontrant à ses meilleurs éléments que la seule voie juste pour l'orientation révolutionnaire des syndicats et de l'ensemble du mouvement ouvrier, c'est l'adhésion des syndicalistes révolutionnaires au Parti Communiste, leur participation aux discussions et aux décisions de toutes les questions fondamentales du mouvement, leur participation à l'étude de nouveaux problèmes ainsi qu'à l'épuration du Parti Communiste et au renforcement de sa liaison avec les masses ouvrières.
- 40. -** Il est enfin tout à fait nécessaire de faire dans le Parti Communiste français un recensement des membres en précisant leur condition sociale : ouvrier, employé, paysan, intellectuel, etc., leur relation avec le mouvement syndical (s'ils sont membres d'un syndicat, s'ils assistent aux réunions des communistes, des syndicalistes révolutionnaires, s'ils y font admettre les décisions du parti relatives aux syndicats, etc.) et leur relation avec la presse du parti (quelles publications du parti lisent-ils ? etc.) Ce recensement devrait être fait de telle façon qu'il soit possible d'en avoir les résultats pour le IV^e Congrès de l'Internationale Communiste.